

## *La question politique se résume à : sortir ou non du capitalisme.*

Cela fait maintenant 16 ans que nous avons créé notre parti pour combattre le capital et le supprimer, nous faisons la démonstration jour après jour que ce combat est le bon car nous démontrons en même temps que le capitalisme ne peut résoudre aucun des problèmes posés à l'humanité.

Marx l'avait démontré en son temps, la politique développée par le capital depuis sa naissance nous conforte dans le choix politique que nous avons fait, choix révolutionnaire que nous sommes seuls à porter. D'où l'importance de notre renforcement partout, les coups du capital contre le peuple sont de plus en plus dur car la nature même de ce système est de développer, d'accumuler toujours plus de profits toujours plus vite et pour cela, il a besoin de casser les acquis sociaux collectifs, acquis par les luttes sociales, de trouver de nouvelles sources de profits partout, sur toute la planète.

**En France** : ce n'est un secret pour personne, Macron a succédé à Hollande pour mettre en œuvre la politique du capital. Les difficultés actuelles du gouvernement montrent que cette politique est de plus en plus rejetée rapidement. Les illusions, les manœuvres et manipulations politiques qui consistent à installer un pouvoir aux ordres ne fonctionnent plus aussi facilement, mais force est de constater que les équipes politiques qui se succèdent appliquent scrupuleusement chacune à leur tour les directives du patronat.

Macron d'ailleurs ne cache pas qu'il « *n'est pas là pour exister, mais pour faire* » comme il l'a déclaré dernièrement au Journal du Dimanche.

Gouvernement après gouvernement, la politique appliquée est plus dure parce que l'exigence du capital est d'exploiter toujours plus les hommes et les richesses qu'il crée pour se les accaparer.

Cette politique est rejetée de plus en plus rapidement et pourtant elle ne change pas. Il y a donc bien des raisons, des obstacles au changement, des explications, une analyse à apporter, des propositions à développer pour faire tomber les illusions, les impasses politiques dans lesquelles les partis qui se réclament du « changement » veulent entraîner le peuple.

Aujourd'hui le pouvoir politique veut aller encore plus vite et plus loin dans la « transformation profonde de la société » pour la soumettre totalement au profit capitaliste.

Macron et son gouvernement le répètent à longueur de journée, « pas question de changer de politique, le rythme des réformes sera maintenu », et lorsque l'on examine le contenu des « réformes » annoncées, les travailleurs, le peuple et ses acquis sociaux font l'objet de toutes les attaques, le patronat n'est concerné dans ces réformes que par des mesures pour préserver, augmenter l'exploitation du travail, l'exonérer de toute responsabilité.

Il ne peut en être autrement puisque c'est lui qui dirige et dicte la politique à mener au pouvoir qu'il a installé.

Tous les acquis collectifs sont détruits ou en passe de l'être.

- **Le droit du travail** est dicté désormais par l'entreprise, les patrons disposent aujourd'hui de tous les droits pour licencier, précariser, flexibiliser le travail. Des accords d'entreprise signés à coups de chantage à l'emploi sont la norme, ils remplacent le code du travail, les conventions collectives professionnelles par le droit des patrons à disposer des travailleurs comme ils l'entendent.

La casse du code du travail a été la première « réforme » appliquée par les gouvernements parce c'est un obstacle à la formation du profit.

Les droits syndicaux ont suivi cette réforme car réduire le droit du travail c'est obligatoirement réduire les droits syndicaux.

Se pose la question du syndicalisme en France, de sa place et de son rôle, nous y reviendrons.

- **Le droit, l'accès à la santé** sont remis en cause par la réforme des hôpitaux, les suppressions d'emplois, la suppression de 20 000 lits d'hôpitaux, à ce titre un « économiste » propose de supprimer 80 000 lits supplémentaires pour être compétitif avec les autres pays d'Europe.

Des services entiers sont démantelés, des hôpitaux fermés au nom de la rentabilité, il faut atteindre des quotas aujourd'hui pour conserver les structures de santé publique, c'est le cas pour les actes chirurgicaux, les maternités comme dernièrement à Leblanc dans l'Indre après beaucoup d'autres.

Parallèlement à cela, la Sécurité Sociale, organisme solidaire par excellence, arrachée et créée par les luttes, financée par le travail, destinée à permettre un accès égalitaire à la médecine, à la retraite, à sécuriser, à protéger les travailleurs des problèmes de santé, fait l'objet de remise en cause continue pour inciter, diriger les assurés

vers des assurances privées détenues en particulier par les banques. Le MEDEF réclame le contrôle des arrêts maladie accusant les médecins de délivrer des arrêts de travail de complaisance. Les patrons veulent tout maîtriser, y compris l'accès aux soins.

- **Toute la protection sociale** est remise en cause : le logement avec la baisse des APL, les allocations sociales, l'assurance-chômage. Tout ce qui protège solidairement doit disparaître, remplacé par des systèmes individuels touchants et condamnant les plus pauvres à encore plus de difficultés.

- **Les salaires et pensions de retraite sont bloqués.** Le SMIC n'augmente plus, les salaires bloqués depuis des années dans la fonction publique, les pensions de retraite également, elles vont diminuer considérablement (entre 500 et 600€) en 2019 selon l'inflation, (le prix du gaz vient à nouveau d'augmenter de 6%, 16% en 1 an). Tout cela au nom de la diminution de la « dépense publique » qui doit atteindre les niveaux fixés par l'Europe du capital.

- **La fonction publique, les services publics** qui assuraient à l'origine une égalité de traitement, un accès aux services dans les collectivités territoriales sont démantelés. Ce n'est pas pour rien que les dotations de l'État aux collectivités diminuent année après année.

La suppression de 120 000 emplois dans la fonction publique vise à accélérer la privatisation des services, la disparition des statuts des fonctionnaires est programmée, remplacés par une réglementation de droit privé dont on a vu l'évolution avec la casse du code du travail.

- **L'Éducation nationale**, la formation professionnelle, les universités, l'apprentissage font l'objet de mise en concurrence, de sélections diverses, de mainmise des patrons sur l'ensemble du système éducatif.

L'objectif est de former la jeunesse à l'économie capitaliste et de sélectionner les meilleurs pour la servir.

- **Le système solidaire de retraite** est remis en cause, de la même manière que le financement de la Sécurité Sociale, le principe d'une retraite financée par des cotisations sociales prises sur le travail est remis en cause. La campagne de propagande actuelle consiste à faire croire que les jeux sont faits, que le système solidaire des retraites serait remplacé par une retraite acquise par points. Les organisations syndicales sont pour, sauf la CGT qui demande le retour aux origines de la création du système de retraite.

La retraite par points c'est la capitalisation individuelle menant à une baisse généralisée des pensions.

Les exonérations de cotisations sociales des entreprises atteignent entre 33 et 36 milliards d'euros par an et ne cessent d'augmenter mettant en danger le financement de toute la protection sociale à la grande satisfaction des patrons qui voient leurs profits augmenter.

Ils demandent la suppression pure et simple de toutes cotisations sociales qu'ils appellent depuis toujours des « charges » supportées par l'entreprise.

« L'entreprise n'a pas à se substituer aux divers organismes et structures spécialisées pour garantir aux salariés le droit de se soigner » déclare-t-ils. Autrement dit, l'assurance privée doit remplacer la Sécurité Sociale, c'est le grand rêve patronal.

L'entreprise existe pour le profit et rien d'autre. Les banques et assurances se frottent les mains. On voit la société que le capital veut construire, une société où l'individu se débrouille seul selon ses moyens et non selon ses besoins.

- **C'est la poursuite des privatisations**, de ce qu'il reste des entreprises publiques dont on sait qu'elles n'ont plus rien de public comme La Poste, les Télécoms, EDF GDF, la SNCF, de ce qu'il reste de la participation de l'état dans la gestion de l'eau, des transports, de l'industrie, du réseau routier, des aéroports. Mais là aussi ils veulent aller plus loin, un projet de loi concernant l'installation des péages routiers à l'entrée des grandes villes est en discussion au prétexte de diminuer la pollution ; tout est bon pour augmenter le profit.

Pour tenter de vendre cette politique qui produit un profond mécontentement, tout l'arsenal des outils de propagande capitaliste est mobilisé.

Presse écrite, radios, télévisions déploient toutes leurs capacités pour faire croire qu'il n'y a pas d'autres solutions. Les systèmes solidaires sont obsolètes, l'individu est rendu responsable de sa propre situation.

« Il faut être le meilleur, savoir se vendre dans cette société où la compétition fait rage ». Tout est masqué, détourné, dévoyé, manipulé pour faire avaler cette philosophie et empêcher d'envisager une autre société où c'est au peuple que revient le pouvoir politique et économique. La bataille idéologique est intense, elle n'empêche pas le mécontentement, mais elle le détourne.

- **À l'entreprise** : le salaire des travailleurs est bloqué, remplacé par « l'intéressement », « la participation aux bénéfices », l'actionnariat salarié, le salaire au mérite se développent pour intégrer les travailleurs, les faire participer à leur propre exploitation. La pratique du « dialogue social » qui consiste à discuter entre partenaires dans un climat social apaisé aboutit toujours à des reculs sur la base des revendications des patrons.

Dans une lettre adressée au Medef, l'ensemble des confédérations syndicales se disent « très attachées au dialogue social » et demandent son renforcement qui « garantit les intérêts des entreprises comme ceux des salariés ». Ainsi le « dialogue social » prôné par les confédérations serait le supplétif à la lutte des classes. L'antagonisme entre le capital et le travail aurait disparu ! On voit où en est le syndicalisme de classe en France, son affaiblissement conduit au compromis avec le capital.

Les luttes sociales sont appelées à se développer malgré les obstacles car la réalité sociale est incontournable, le 9 Octobre dernier il y avait beaucoup de monde dans les rues, beaucoup d'arrêts de travail dans les entreprises, car personne ne peut nier l'existence de la lutte des classes, c'est le vécu quotidien de la classe ouvrière. Il faut poursuivre la lutte, l'ancrer à l'entreprise, coordonner toutes les luttes sociales pour satisfaire les revendications, c'est incontournable.

- **Hors de l'entreprise**, la banalisation des difficultés de vie que rencontre une part de plus en plus importante de la population consiste à dévoyer la responsabilité du capital face aux conséquences que génère sa politique.

Le taux de pauvreté n'a pas diminué en France « malgré la reprise de la croissance » font semblant de s'étonner les journaux économiques qui dissertent sur les chiffres avec force détails pour en arriver à la conclusion que ce sont les « accidents de la vie » qui conduisent aux difficultés. Chômage, licenciement, précarité, diminution des pensions et salaires sont traduits comme étant des « accidents de la vie ».

Dernièrement, Hidalgo la maire de Paris, fait tout un numéro devant les caméras de télévision pour déclarer l'ouverture de bâtiments parisiens afin de faire face au problème des sans-domicile-fixe.

À aucun moment, le début d'une explication sur les causes de cette situation n'a été évoqué. Être sans domicile fixe aujourd'hui s'expliquerait aussi par les « aléas » de la vie, un destin fatal. Même constat pour toute une partie de la population qui ne peut plus se nourrir correctement et qui fait appel aux associations caritatives pour résister. Être pauvre, ne pas pouvoir se loger et se nourrir serait devenu des maladies incurables tombées du ciel, une banalité dont on parle de temps en temps pour en appeler à la solidarité afin d'éviter les drames humains.

On pourrait indéfiniment dresser la liste des sollicitations à la solidarité nationale. Les domaines comme la recherche médicale et scientifique, font l'objet de propagande télévisée pour masquer le désengagement de l'État et mettre la responsabilité sur l'individu qui doit être solidaire sinon ce n'est pas un bon « citoyen ».